

Edgar Lalmand (1894 - 1965)

BERNARDO Y GARCIA, Luis Angel et GOTOVITCH José

2012, 15 pages

Article disponible en ligne à l'adresse :

< http://www.carcob.eu/IMG/pdf/biographie_edgar_lalmand.pdf >

Pour citer cet article :

Référencement : BERNARDO Y GARCIA, Luis Angel et GOTOTVITCH, José, *Edgar Lalmand (1894 - 1965)*, Bruxelles, CARCoB, 2012, [en ligne], < http://www.carcob.eu/IMG/pdf/biographie_edgar_lalmand.pdf >, (date de consultation).



LALMAND Edgar

Berchem 20 août 1894, Schaerbeek 20 novembre 1965.

Marchand de grains, député de Bruxelles, ministre (1945-1947), secrétaire général du Parti communiste de Belgique.

Le père d'Edgar Lalmand était issu d'une famille de fermiers ruinée et fut militaire de carrière pendant quatre ans puis employé de commerce. Il mourut à 33 ans, Edgar ayant alors six ans. Sa mère, fille d'artisan, fut servante jusqu'à son mariage. Le couple était catholique, la mère pratiquante. Demeurée veuve avec quatre enfants à charge, la mère devint concierge.

Alors qu'il demeure pratiquant jusqu'à l'âge de vingt ans, Lalmand suit les cours de l'école communale officielle et termine ensuite la 3ème commerciale à l'Athénée d'Anvers. À 16 ans, il entre comme employé dans la firme de son tuteur, agent importateur en céréales, ancien patron de son père. Dans une autobiographie de 1935, il soulignera qu'il aurait aimé poursuivre des études universitaires : les moyens modestes de sa mère ne le permirent pas. Mais les qualités du personnage s'affirment précocement : de 1913 à 1914, il effectue un stage à Londres où il acquiert la connaissance de l'anglais. Il y fréquente également des conférences organisées par des exilés russes. Il se forge ainsi, de manière autodidacte, une culture politique par la discussion et des lectures suivies dont des classiques du marxisme, en particulier traitant de l'économie. Cette soif de culture demeurera un trait dominant de sa vie.

La guerre de 1914 le rappelle en Belgique : il est mobilisé au 9^{ème} de Ligne. C'est à la fois la fibre sociale et l'engagement pour sa langue qui le font adhérer au *Frontpartij*. Joris Van Severen en est le responsable pour son régiment, il le devient pour son bataillon. Malgré son évolution ultérieure, il conservera toujours une sensibilité particulière et gardera des liens avec certains milieux nationalistes flamands. La révolution de 1917 fait aussi forte impression sur lui et accélère l'évolution entamée en Angleterre. Par ailleurs, *Le Feu* de Barbusse ainsi que les écrits de Romain Rolland le marquent profondément. Aussi, sorti du conflit avec sept chevrons de front et le grade de sergent, Croix de guerre et diverses autres médailles, il effectue une mutation profonde. Il était devenu athée en 1915, au terme d'une longue réflexion. En désaccord avec son programme social et

économique, il quitte le *Frontpartij* en même temps que l'armée en 1919, et adhère au premier groupe communiste anversois en 1920. Cet engagement, qu'il décrit d'ailleurs comme peu encourageant, n'aura pas de suite car il part à Rotterdam pour deux années, totalement immergé dans ses activités d'expert en céréales. En 1921, il épouse sa marraine de guerre, une protestante norvégienne, Signe Borgen (1899-1984), plutôt apolitique, avec laquelle il aura trois enfants, en 1922 (Yvonne), 1924 (Aase Emerence) et 1928 (Edgard). Aux Pays Bas, abonné au journal *Clarté* de Barbusse, il suit de loin en loin l'actualité politique et persévère dans ses lectures. Mais quand il revient en 1923, successivement à Wilrijk puis Edegem, il se consacre totalement à son négoce, devenant un homme d'affaires très confortablement nanti, quoique votant toujours communiste.

C'est en 1932 que s'opère le réveil politique, après avoir entendu à Hambourg le leader communiste allemand Ernst Thaelmann et s'être établi à Anvers. C'est paradoxalement par la rencontre avec le futur député technocrate Leonard Frenssen qu'il trouve le chemin du PCB en avril 1932. En cette période fort agitée, le PCB affirme sa présence dans les conflits sociaux et émerge politiquement. En Flandre tout particulièrement ce parti dispose de très peu de cadres. Aussi Lalmand, doté d'une culture marxiste et de qualités intellectuelles manifestes, mais aussi de capacités d'organisation conférées par ses affaires, est-il aussitôt intégré à l'appareil : dès 1932, il est chargé de l'administration de l'hebdomadaire flamand du parti, *De Roode Vaan*. Il poursuit cependant ses activités commerciales et se dissimule sous le pseudonyme de *Pieters* pour plusieurs années encore. Ce qui n'empêche pas une tentative d'expulsion de la Bourse menée sous la pression des Fraternelles d'anciens combattants qui échoue grâce à l'intervention décidée de « collègues flamingants ». L'année suivante, il entre au Comité fédéral d'Anvers, chargé également de l'organisation. Du fait de ses doubles fonctions, il parcourt et apprend à connaître l'ensemble du parti en Flandre. Sa compétence est officialisée quand en 1934, il devient secrétaire du Bureau flamand du parti qu'il sort de sa léthargie, confirmant ainsi une identité flamande appuyée. Cette étape marque également le passage du niveau local à l'échelon national. En avril 1935, à sa Conférence de Charleroi, le PCB opère le tournant radical qu'il qualifie d'abandon de la « ligne sectaire », vers la politique de Front populaire. Il procède concurremment à un changement complet de sa direction. Edgar Lalmand est élu au Comité central et confirmé dans l'équipe de direction de ce qui va devenir l'année suivante, au VI^{ème} Congrès (octobre 1936), le *Vlaamsche Kommunistische Partij (VKP)* au sein du PCB. Ce congrès marque également son entrée au Bureau Politique, la direction politique du parti, où il siégera pendant dix-huit ans. Un aspect non négligeable de son activité à Anvers avait été également la liaison avec la *Main d'œuvre immigrée (MOI)* du PCB, ce qui dans la métropole signifiait avant tout la très importante immigration juive. Il y était fort apprécié.

Un tournant capital survient en juin 1937. Suite au décès du député Jean Berlemont qui assumait la direction politique de *La Voix du Peuple*, le quotidien du PC, Edgar Lalmand est désigné pour lui succéder et entre ainsi dans le cadre permanent du parti, abandonnant une situation financière florissante. Il s'installe à Molenbeek où la direction l'impose comme tête de liste aux communales d'octobre 1938. Il fera son entrée au Conseil communal en compagnie de celui qu'il a évincé, car les communistes remportent cette fois deux sièges.

L'année 1939 apporte des mouvements erratiques dans sa trajectoire : il est successivement désigné à la tête de la Fédération bruxelloise puis en août 1939, quittant le quotidien, à la direction du parti flamand. Mais le déclenchement de la guerre et les poursuites entamées à l'encontre de la presse (interdiction en novembre) et des militants communistes empêchent ce dispositif d'être mis en place et c'est en qualité de directeur de la presse centrale du parti qu'il est arrêté en mars 1940 par les autorités belges. En mai 1940, il est toujours en prison et figure parmi les « suspects de 1940 » déportés au camp de Saint Cyprien (Pyrénées Orientales).

Ainsi, à la veille de la guerre, Edgar Lalmand apparaît comme un responsable essentiellement flamand, à peine connu à Bruxelles et en Wallonie. Aux législatives de 1939, le PC le place d'ailleurs en tête de liste à Louvain. De même, il est tout aussi peu connu à Moscou où il n'a jamais été invité. Les avis émis à la commission des cadres du Komintern soulignent cependant sa très bonne connaissance du mouvement flamand, sa culture, son énergie, ses capacités administratives et d'organisation. Mais en ces temps du soupçon, la césure des onze années passées hors parti soulève des interrogations. Ordre sera donné d'investiguer sérieusement sur cette tache blanche politique. C'est peut-être là que réside la raison des changements d'affectation ordonnés en 1939.

L'entrée dans le cadre permanent a aussi signifié une modification d'ordre privé : à partir de 1938, il vit désormais avec Jeanne Mullier (1905-1994) une assistante sociale que la franc-maçonnerie a conduite à la rencontre du *Comité Mondial des Femmes pour la Paix*, suivie, en 1937 par l'adhésion au parti communiste. Elle y accompagnera désormais la trajectoire de celui qui devient son mari en 1948.

En juillet 1940, Lalmand s'échappe de Saint-Cyprien en compagnie de deux autres communistes. Rentré à Bruxelles, il est chargé de la responsabilité des intellectuels

communistes qui se réunissent discrètement par petits groupes et se consacrent à l'étude du marxisme. Il y fait alors une rencontre qui pèsera fortement sur son devenir intellectuel. Paul Libois, professeur de mathématiques à l'ULB, est alors la figure de proue de ces noyaux d'enseignants, chercheurs, ingénieurs, médecins et avocats qui gravitent au sein et autour du PCB. En novembre 1940, sous la responsabilité de Lalmand, Libois et son beau-frère, l'avocat Jean Fonteyne, mettent en route un journal clandestin, *Temps Nouveaux*, qui mène le combat politique et idéologique contre l'Ordre nouveau, avec toutes les ambiguïtés de la politique communiste du moment.

Le 22 juin 1941 au matin, c'est précisément Libois qui le tire du lit et lui permet de plonger aussitôt dans la clandestinité, échappant ainsi à l'opération *Sonnewende*, la rafle menée par la SIPO-SD dans les rangs communistes. La direction l'envoie à Liège, où il est inconnu, comme instructeur pour le Sud-Est du pays. En avril 1942, il est rappelé à Bruxelles et chargé d'assurer la liaison du PC avec le *Front de l'Indépendance* qui se construit. Mais le courant passe mal avec Fernand Demany, alors non communiste, qui en est la figure de proue et Lalmand reprend le chemin de Liège à la fin de l'année. En mars 1943, des arrestations décapitent le VKP et Lalmand est porté à sa tête. Pour très peu de temps cependant car en juillet 1943, une gigantesque rafle ramène dans les filets de la SIPO-SD toute la direction nationale du PCB et des Partisans Armés. Lalmand demeure le seul membre du Bureau Politique en liberté ! Le délégué du Komintern, Andor Berei, lui aussi rescapé, va reconstruire une direction clandestine autour de Lalmand qui devient dès lors – la hiérarchie réelle étant respectée – « 02 », « Maréchal », « Martin » ou « Devries », membre principal du secrétariat national.

Cette réorganisation forcée ira de pair avec une centralisation plus rigoureuse, des mesures de sécurité draconiennes qui induiront quelques conséquences durables : le contrôle plus sévère encore des cadres clandestins et des activités par un système de rapports écrits montant du bas au haut de l'échelle, mais aussi l'évaporation progressive du VKP, au sein d'une structure nationale, simplement « traduite » et non plus spécifique. Ces phénomènes structurels correspondent d'ailleurs parfaitement à l'infléchissement national belge de la politique du PCB, qui efface ses accents fédéralistes. La base théorique en est fournie par l'œuvre de Pirenne que Paul Libois fait découvrir à Lalmand. Mais les transformations justifient également le mode hiérarchique quasi militarisé et par nécessité très bureaucratique qui régit désormais le fonctionnement du parti. Accédant dans ces conditions à la responsabilité suprême d'un mouvement qui gonfle alors très fortement ses rangs, Edgar Lalmand va conserver ces traits qui marqueront tout son parcours ultérieur. Mais les contradictions de la personne s'expriment dans la correspondance interne de l'époque où il tonne contre les travers bureaucratiques, s'emporte contre les constructions abstraites et témoigne d'un humour

certain. Ainsi, critiquant un document élaboré par une fédération, il écrivait : « *c'est une fort mauvaise conception de l'éducation que celle qui consiste à « raconter » le passé pour ne pas avoir à expliquer le présent. La méthode est fréquemment utilisée par ceux qui ont « avalé » beaucoup de théorie mais en ont digéré que fort peu. Ils démontrent à coups de citations et leur bibliothèque est leur argument décisif. Si on les laissait faire, ils feraient de nos copains des perroquets savants férus de citations, gonflés de « science » au point de ne plus pouvoir daigner s'occuper des pénibles contingences de la vie quotidienne* ».

Pendant quatorze mois de travail intense, il va ainsi assumer, avec Berei, la part essentielle de la direction du PCB clandestin, veillant à tout : depuis la rédaction du *Drapeau Rouge* et de la *Roode Vaan* clandestins, l'orientation des Partisans Armés, l'organisation interne et les rapports avec le gouvernement de Londres ainsi que la tutelle du *Front de l'Indépendance*, confiée à celui qui devient durablement son plus proche collaborateur, l'avocat liégeois Jean Terfve. Sa courrière principale est sa compagne, Jeanne Mullier. Il dispose d'un réseau serré de domiciles clandestins et se fait grimer occasionnellement par le comédien Fernand Piette. À l'exception du Commandant des Partisans, le noyau de direction atteint la libération sans plus de casse et constitue la direction opérationnelle du retour à la légalité.

C'est dans un contexte totalement inédit, dans l'enthousiasme et la ferveur que dans un Cirque Royal comble, le 14 septembre 1944, les communistes bruxellois, à 80% néophytes, découvrent la stature de celui qui va incarner pendant 10 ans leur parti. À ses côtés seuls Albert Marteaux et la députée liégeoise Alice Degeer avaient acquis quelque notoriété avant le conflit. Lalmand s'impose aussitôt comme le dirigeant incontesté, fort de quatre années de clandestinité. C'est lui qui présente le bilan de « L'action du Parti communiste dans la lutte pour la libération nationale » au Comité Central d'octobre 1944, exaltant le combat patriotique et les sacrifices consentis, assumant désormais son statut de parti de gouvernement et œuvrant à ce qui va prendre nom de « rénovation du pays ». L'itinéraire de Lalmand se confond désormais totalement avec celle de son parti, à la différence qu'il s'agit pour la première fois d'un parti de masse qui vogue vers les 80. 000 membres (on affichera 100.000, la réalité de 1945 étant 87.000). Ce parti manque cruellement de cadres, ses adhérents n'ont qu'une vague idée de son programme et de la nature effective d'un parti communiste. Mais au sommet, les inconnues sont aussi grandes : comment gérer un grand parti ? comment et pourquoi participer à un gouvernement ? De septembre 1944 à mars 1947, l'objectif de Lalmand, en étroite osmose avec son mentor Berei qui demeure en Belgique jusqu'en septembre 1946, sera de constituer l' « Entente démocratique », en clair une alliance de gauche, essentiellement avec les socialistes, pour gouverner en excluant du pouvoir la droite alors incarnée par le PSC. La question royale favorise un moment cette

perspective, mais elle se dissipera très rapidement. Avec la guerre qui se poursuit encore quelques mois et alors qu'il revendique incarner la résistance, le jeu est délicat qui explique les péripéties de la participation au cabinet d'union nationale de Pierlot, la rupture aventureuse de novembre 1944, sans le PSB, et la rentrée au gouvernement sous la férule de Van Acker en février 1945.

Pour bien marquer la volonté du parti d'assumer à toute force une part marquante dans la direction du pays, désireux de consolider une légitimité conférée par son rôle dans la clandestinité mais qu'aucune sanction officielle ne consacre encore, le secrétaire national du PCB monte lui-même dans le char gouvernemental. Les exigences initiales du parti sont élevées : une vice-présidence pour Lalmand, l'Instruction publique pour Terfve. Edgar Lalmand recevra finalement le Ravitaillement, un poste extrêmement exposé, peu « rentable » électoralement, et que les circonstances particulièrement défavorables de la sortie de guerre rendent très périlleux. Sans expérience parlementaire, avec un parti démuné de toute culture ministérielle, sans techniciens, il va exercer pendant près de 26 mois un « métier » totalement nouveau pour lui. Les archives révèlent que pendant toute cette période, bien que Berei « tienne » le parti, principalement au niveau de ses cadres, Lalmand ne cessera à aucun moment d'exercer la direction politique effective. L'homme se révèle en effet un bourreau de travail, donnant à ses deux fonctions la totalité de ses instants et de ses forces.

Une vision d'ensemble sur la politique menée par le ministre du Ravitaillement Lalmand à travers les gouvernements successifs de Van Acker (I, II et III) et de Camille Huysmans permet de dégager quelques lignes de force.

Face à une crise alimentaire qui persiste en Europe jusqu'au début des années 1950, les gouvernements belges qui se succèdent à partir de la Libération s'assignent pourtant comme objectif prioritaire l'amélioration du niveau de vie d'une population sous-alimentée par quatre années d'occupation. Dans le cadre de la « *Bataille du Ravitaillement* », le parti communiste va jouer un rôle fondamental en assurant la direction du ministère du Ravitaillement pendant la plus grande partie de l'existence de ce département pléthorique. La tâche est à la fois stratégique et ingrate dans un contexte de pénurie mondiale gérée dans un premier temps par le haut commandement allié puis par des instances internationales gravitant autour de l'Organisation des Nations Unies. Dès sa prise de fonction, le ministre communiste s'applique à atteindre avec loyauté l'objectif gouvernemental d'une libération progressive des transactions et des prix conduisant à la restauration complète de l'économie capitaliste. Edgar Lalmand a la haute main sur les importations massives en dollar, la distribution des cartes et timbres

de rationnement, la distribution des denrées et la mobilisation du secteur alimentaire. Le ministre communiste tente de s'attirer la sympathie des petits exploitants agricoles et du commerce de détail en les intégrant au sein de coopératives de production et d'achat. L'objectif est de supplanter la multitude des intermédiaires qui accaparent l'essentiel des bénéfices. La fixation de prix de vente officiels inférieurs aux prix de revient est de plus compensée par une politique de larges subsides à la production. Cette politique alimentaire vaut au ministre du Ravitaillement l'hostilité du monde paysan et des classes moyennes ainsi que celle de leurs représentants issus du pilier catholique. Le processus de décision politique modéré initié par Edgar Lalmand, au sein du ministère implique tant son cabinet composé partiellement de militants que les hauts fonctionnaires non communistes du département issus pour la plupart du sérail administratif d'avant-guerre. La « *Bataille du Ravitaillement* » va conduire la société belge à maintenir ou à renouveler les stratégies défensives illégales de l'occupation. Jusqu'en 1947 *grosso modo*, l'économie légale va se faire bousculer par l'économie réelle régie par un marché noir florissant. Tout au long de la période, Lalmand défend l'idée que contenir les prix est plus important qu'augmenter les salaires. L'inspection du ravitaillement en charge, au sein du département, de la répression des infractions aux réglementations diverses est peuplée de nombreux anciens résistants, sympathisant ou adhérant au parti communiste, engagés en tant qu'agents temporaires. Mais il ne semble pas que le département du Ravitaillement ait été une « *pétaudière communiste* » comme le décrivent ses adversaires. L'implication du parti communiste dans la victorieuse « *Bataille du Ravitaillement* » de 1945 à 1947 ne lui assure pas la reconnaissance du ventre de la société belge. Celle-ci ne retient du combat que les lourdeurs administratives, les dysfonctionnements ou encore le zèle répressif des contrôleurs, autant de reproches qui renvoient aux travers de l'organisation corporatiste du ravitaillement honnie de l'occupation à savoir, la Corporation nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation (CNAA).

Peu liant, d'un abord méfiant (et pour cause !), incapable de mondanité et peu charismatique, le ministre Lalmand semble cependant avoir forcé l'estime de ses collègues par le sérieux et l'intensité de son travail, malgré les chausses trappes glissées par certains et les violentes campagnes menées dans la presse de droite contre sa politique. André De Staercke le croquait ainsi : « chétif, malingre et intelligent ». Le Régent fera son éloge. Alors qu'il avait été l'un des premiers à déclarer publiquement, dès décembre 1944, l'impossibilité pour Léopold III de remonter sur le trône, il fit partie de la délégation à Sankt-Wolfgang et fut ensuite convoqué en tête à tête par la reine Elisabeth.

Le maintien des communistes au gouvernement sera un objet constant de discussion au sein de la direction du parti. Jean Terfve, collègue ministériel, également membre du Secrétariat, pensait que Lalmand n'avait pas eu pleinement conscience de la précarité de leur présence. Au moment de la constitution du gouvernement Camille Huysmans en

juillet 1946, la question se posa très sérieusement de retirer Lalmand « car le parti souffrait de son absence. » Partisan du retrait, Berei qui se préparait à quitter la Belgique, craignait le pire pour régir ce corps quelque peu surdimensionné eu égard à la faiblesse de sa direction. La volonté de poursuivre les tâches entamées et la stature acquise au sein du gouvernement, soulignée par ses trois camarades-ministres, firent en sorte de prolonger l'expérience une année encore. Lalmand quitta le gouvernement avec l'ensemble des ministres communistes en mars 1947, calant sur le prix de la tonne de charbon, persuadé que ce n'était que qu'un retrait tactique et momentané. Alors que la guerre froide aidant, l'heure était venue partout d'exclure les communistes des gouvernements en Europe occidentale, Maurice Thorez lui aurait reproché ce départ volontaire,

Entretemps la position de Lalmand s'était affermie. En février 1946, il avait été élu à Bruxelles (4.800 voix de préférence sur 55.000 suffrages) à la tête d'une imposante cohorte de 23 députés communistes. Lui-même en avait espéré une trentaine.

Le Congrès de juin 1946 avait installé officiellement, dans l'euphorie, l'équipe qui s'appropriait le prestige de la guerre, le bond électoral de février, les « 100.000 membres », la participation gouvernementale. Il consacrait la figure de proue de cet épanouissement : Edgar Lalmand était élu Secrétaire général. Un poste de Président, tout honorifique, était créé pour le très populaire Julien Lahaut rentré des camps. Mais les résultats électoraux, en deçà des espoirs communistes et qui révélaient la force maintenue des catholiques, avaient fait s'envoler l'espoir et l'objectif d'une majorité socialiste-communiste. Toute la stratégie ultérieure en découla, y compris les réticences socialistes à partir du second gouvernement Van Acker de mener une politique résolument de gauche. Lalmand maintint cependant publiquement le discours et les exigences radicales en respectant toutefois, tant que dura la participation, une relative solidarité ministérielle. Son poids politique ne cessa de s'affirmer au sein du parti.

Une fois seul aux commandes, le tandem Lalmand-Terfve, déterminé par la clandestinité qui l'avait révélé, interpellé par la difficulté de créer avec ces milliers de membres sans aucune tradition communiste un parti discipliné, contraint à un isolement de plus en plus marqué par la guerre froide, imprima un tour de plus en plus autoritaire au fonctionnement du parti.

Peu enclin, semble-t-il, personnellement à cette théâtralisation, mais par mimétisme et volonté de paraître égal aux secrétaires généraux des autres partis, Lalmand entreprit de même la construction du culte de sa fonction, donc de sa personne. Il avait tout particulièrement les yeux braqués sur son voisin immédiat, Maurice Thorez, le PCF étant

effectivement et officieusement le « grand frère » tutélaire du PCB dans la fratrie communiste européenne.

Sur cette base, s'installa également le dogme de l'infaillibilité politique de la direction. Au congrès de 1948, le parti était retourné dans l'opposition. Il disposait toujours des positions conquises car les élections n'auront lieu qu'en 1949, mais la vague était retombée. Il a perdu la moitié des membres gagnés à la libération, il s'isole et est de plus en plus isolé : contexte et politique choisie se conjuguent. Lalmand tire à boulets rouges sur les faiblesses de l'organisation, les erreurs des cadres régionaux dont la valse s'intensifie, les complots et les infiltrations de l'ennemi, l'idéologie bourgeoise. La ligne « imperturbablement juste » du mouvement communiste international est appliquée sans nuances et les liens avec la réalité belge sont coupés un à un. Ainsi, en juin 1949, le PC fait démissionner de son poste le communiste Théo Dejace, l'un des secrétaires nationaux de la FGTB, un des rares postes d'influence effective sur la classe ouvrière qu'il détient- déclenchant une crise qui ne s'achèvera qu'avec le départ du Parti de ses principaux leaders syndicaux. Edgar Lalmand a pris une part très active dans ce combat, entendant soumettre les syndicalistes aux aléas de la politique internationale kominformienne. Par son implication personnelle dans ce dossier, Lalmand s'identifie à la politique autoritaire et dénuée de toute compréhension des réalités syndicales. Il en ignore les rapports de force internes. De la classe ouvrière, il ne possède ni les origines, ni les traditions, ni la culture politique.

Mais comme en réponse à l'exaspération des rapports internes et externes du parti, au climat obsidional et au déclin inexorable que le choc des élections de 1949 (perte de plus de la moitié des sièges) va rendre évident, la direction se raidit dans un fonctionnement de plus en plus autocratique. Rempart contre les doutes et les contestations, le Secrétaire général revêt peu à peu l'habit du guide omniscient à l'autorité incontestable et s'ébauchent, pour la première fois en Belgique, des rituels de sacralisation. Cette évolution atteindra son point culminant au congrès de 1951, qui marque également le XXXe anniversaire du parti.

Déjà au congrès de 1948, Maurice Thorez, salué par Lalmand comme « le Chef aimé et respecté du Grand Parti Communiste Français » le salue à son tour par un « vous êtes indéniablement un grand parti » qui ouvre la voie aux « applaudissements frénétiques », aux « ovations de la salle debout », dont les actes du congrès parsèment le texte. L'apothéose est explicitement dédiée : « Les congressistes debout applaudissent à tout rompre leur secrétaire général, le chef incontesté d'un parti qui, sous sa direction, est devenu un grand parti ». Le Président Julien Lahaut n'a droit qu'à la mention « le vieux lutteur ».

Ainsi le cérémonial classique des grand-messes communistes est mis en place et va se déployer trois ans plus tard. Le saut opéré est d'autant plus symptomatique que la contestation s'est désormais levée : deux chutes successives aux élections, des départs moins discrets, des mises en cause explicites de la direction, correspondent à l'exaspération de la politique sectaire du PC et à l'anti-communisme débridé qui culmine avec l'assassinat de Lahaut.

Au cours de ces années, Lalmand tente manifestement de coller au plus près au profil du dirigeant stalinien. Ainsi en va-t-il de sa déclaration sur l'accueil acclamé des troupes soviétiques au cas où « elles viendraient libérer la Belgique », plusieurs fois corrigée dans les publications successives ; ainsi en va-t-il lors de la célébration du 70ème anniversaire de Staline, de sa revendication du glorieux titre de stalinien. Celui-ci paraît revendiqué à juste titre. Sa lecture des textes du maître est méthodique, détaillée, commentée : ses notes emplissent d'imposants carnets. Si tous les qualificatifs traditionnels émaillent ses évocations du grand homme, épingleons cependant celle-ci qui nous semble originale et pour être sincère, refléter un véritable élan mystique « Un homme comme toi, Staline ne devrait pas mourir, car que feront les travailleurs quand tu les auras quittés pour toujours ? ».

Le point culminant du culte de Lalmand sera ce XXXème anniversaire qui voit le portrait de « notre dirigeant aimé » aux côtés des grands disparus Jacquemotte et Lahaut surmonter la tribune. Et son profil figure de même sur la médaille frappée à cette occasion.

Dès 1950 cependant les défaites électorales successives amènent l'expression de critiques. Sont notamment mis en cause la politique syndicale et l'attachement inconditionnel à l'Union soviétique, farouchement défendu par toute la direction. Une nouvelle défaite, aux élections communales de 1952, déclenche la fronde. Elle se concrétisera lors d'un congrès bruxellois en 1953 mais éclatera après l'électrochoc du scrutin législatif de 1954 qui ramène le PCB à 3,6% et 4 députés. Cette fois sont nommément mis en cause les membres du secrétariat du PC, Lalmand constituant la cible principale. Si la politique qualifiée de sectaire est particulièrement visée, celui qui l'incarne est décrié de partout. Un congrès est convoqué. Sa préparation conduit à une gigantesque explosion de griefs, cette fois officiellement autorisée. Tribunes de discussion, congrès régionaux sont quasi unanimes. Le changement de direction s'impose. Le secrétaire général ne paraît cependant pas tout à fait conscient de l'ampleur de la vague. Il se défend pied à pied, éditorialise « Nous sommes sur la bonne voie ! ». Le tournant politique et personnel se produira à Vilvorde en décembre 1954, au XIème Congrès. Le Secrétariat et le Bureau politique, instances exécutives du PC, sont entièrement renouvelés, mais Lalmand, toujours député, demeure au Comité Central. Dans les coulisses du Congrès, délégués italiens et français ont vainement tenté d'adoucir la chute. Mais curieusement, Moscou demeure indifférent. Deux ans avant le XXème Congrès, la lutte pour le pouvoir en URSS rend sans doute ces péripéties belges peu significatives. Une note établie en 1955 au Comité central soviétique fait remonter à

1950 des critiques qu'aurait transmises l'ambassade contre son autoritarisme. De même est mis en cause le fait qu'il aurait, comme ministre, « fait du parti un appendice de l'Etat bourgeois ! ». Si ces « notations » ne sont pas apocryphes, l'opposition paraît claire entre l'amour réel qu'éprouvait Lalmand envers l'URSS et son guide, et la méfiance jamais totalement éteinte envers un dirigeant forgé en dehors du moule classique du « kominternien ». Son premier voyage à Moscou date de 1950 et le couple se désistera par la suite de vacances offertes à la mer Noire, rite consacré des dirigeants occidentaux. Mais une autre circonstance pourrait expliquer la méfiance du « Centre ». Il semble établi qu'au début des années 50, dans leur recherche paranoïaque d'« ennemis » infiltrés au sommet des PC, les services soviétiques aient voulu impliquer Jean Tervfe. À côté des grands procès dans les démocraties populaires, on connaît en effet ceux qui furent montés contre André Marty et Charles Tillon, hauts dirigeants du PCF, sans plus de consistance. Le dossier constitué contre le numéro deux du PCB et transmis à Lalmand fut rejeté sans hésitations par celui-ci. Dans le contexte communiste de l'époque, c'était faire preuve de grand courage.

Après le congrès de Vilvorde, Lalmand s'occupe d'études économiques, mais au moment de constituer les listes pour les élections législatives de 1958, les militants bruxellois écartent sa candidature en tête de liste au terme d'un pénible débat. Imposé cependant à cette place par la direction nationale, Lalmand ne sera pas élu, le parti chutant à 2 députés ! Dès lors il retourne à Anvers où il remet sur pied un commerce d'import-export. La direction locale du PC ignore ses offres de service pour lui refuser finalement, en 1962, avec l'accord du Bureau Politique, sa carte de membre. Bientôt des troubles circulatoires conduisent à une amputation de la jambe. Il se retire définitivement à Bruxelles où il meurt à l'hôpital. Ses funérailles ont lieu dans l'intimité. Si le *Drapeau Rouge* lui consacre, avec retard, une nécrologie élogieuse, *La Libre Belgique* affûtera une dernière fois ses flèches pour vilipender son action ministérielle. Il sera mort en dehors du parti qui avait été toute sa vie, dans l'indifférence des militants qui l'avaient acclamé puis honni ! Son épouse, entrée au Comité central en 1948, conseillère provinciale du Brabant entre 1946 et 1949 détint sous le règne de son mari, la responsabilité nationale des femmes communistes et siégea à l'exécutif de l'Union des Femmes, non sans susciter quelques ressentiments. Elle l'accompagna dans son exil intérieur. Sa fille Yvonne, militante clandestine, avait été arrêtée et déportée sous l'occupation. Rescapée, elle abandonna peu de temps après l'activité politique et un mariage l'emmena vivre aux Pays-Bas. Sa fille Aase, épouse d'un professeur norvégien, vit près d'Oslo. Son fils Edgar, en revanche, demeura proche du PCB et fut administrateur d'une société d'import-export centrée sur les pays de l'Est.

Edgar Lalmand était Croix de Guerre 1914-1918, Grand Officier de l'Ordre de Léopold, Officier de la Légion d'Honneur, Medal of Freedom (USA).

L'image qui s'est constituée d'Edgar Lalmand abonde en caractéristiques sombres. Pur produit des combats sans concessions auxquels son parti était confronté, pendant et

après-guerre, il s'était donné totalement à ses fonctions, sacrifiant vie privée et famille comme il avait fait une croix sur son aisance matérielle. De même comme Ministre affecté à des tâches impopulaires mais indispensables, il n'avait pas ménagé sa peine, tentant vainement d'innover pour faire participer la population à ses combats. Doué d'une intelligence certaine, curieux d'apprendre, il n'avait eu pour satisfaire ces aspirations que l'univers culturel constitué par le communisme de guerre, guerre antinazie et guerre froide, constitutifs du stalinisme des années 40 et 50. Mais à travers la dureté effective de ses rapports personnels, percent dans la mémoire collective des gestes et attitudes qui, bien que paternalistes, adoucissent cette stature. Il fut à la fois l'incarnation et la victime du stalinisme à l'occidentale.

Luis Angel Bernardo y Garcia et José Gotovitch

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE :

Archives d'État russes d'histoire politique et sociale (RGASPI), Moscou : Fonds de l'Internationale communiste : 495-193-2 ; 495 193 63.

Archives générales du Royaume (AGR), Bruxelles : procès-verbaux des séances du Conseil des ministres, 1944-1948.

Centre des archives communistes de Belgique (CArCoB), Bruxelles : Commission de Contrôle politique, Dossier Edgar Lalmand.

CArCoB, Procès-verbaux du Comité Central et du Bureau Politique.

Interviews de Jeanne Mullier, épouse Lalmand, par José Gotovitch, 14 mars 1972 et 26 juin 1980.

BLUME, Jean, *Drôle d'agenda*, Bruxelles, Fondation Joseph Jacquemotte, 1985 et 1987, tomes 1 et 2.

DE RIDDER, Widukind, « De communistische subjectiviteit onder de Koude Oorlog : de uitsluitingen uit de Kommunistische Partij van België (1944-1956) », in *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, n° 36, 2006, pp. 157-195.

DE WINTER, Eddy, *Un parti et sa mémoire. Le Parti communiste de Belgique Du stalinisme à la déstalinisation*, Bruxelles, ULB, mémoire de licence, 1980.

DELWIT, Pascal et DE WAELE, Jean-Michel, « Les intellectuels communistes et le stalinisme de 1947 à 1953, en France et en Belgique », in, Bruxelles, *Cahiers Marxistes*, 1986, p. 36-51.

DEMANY, Fernand, *Si c'était à refaire...*, Bruxelles, Ed. Est-Ouest, 1951.

DE STAERCCKE, André, « *Tout cela a passé comme une ombre* » *Mémoires sur la Régence et la Question royale*, Bruxelles, Racine, 2003.

FADIL, Ali, *Notice biographique E. Lalmand*, Bruxelles, ULB, travail de séminaire en histoire, 2005.

GOTOVITCH, José, *Du Rouge au Tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944*, Bruxelles, Editions Labor, 1992.

GOTOVITCH, José, « Construction and deconstruction of a cult : Edgar Lalmand and the Communist Party of Belgium », *Twentieth Century Communism, a journal of international history*, n°1, 2009, p. 129-152.

HEMMERIJCKX, Rik, *Van Verzet tot Koude Oorlog, 1940-1949 : machtsstrijd om het ABVV*, Brussels, VUB Press, Gent, Amsab, 2003.

La Libre Belgique, 25 novembre 1965.

Le Drapeau Rouge, 25 novembre 1965.

Le Parti Communiste de Belgique (1921–1944). Actes de la journée d'étude de Bruxelles, 28 avril 1979, Bruxelles, CHEMA - Cahiers Marxistes (hors-série), 1980.

NAIF, Nicolas, *Julien Lahaut, Jean Terfve, Edgar Lalmand : regards croisés sur l'histoire du Parti Communiste de Belgique (1923-1954)*, Bruxelles, Facultés Universitaires Saint Louis, Travail de séminaire en histoire, 2000.

NAIF, Nicolas, *L'eurocommunisme en Belgique. Crises et débats autour d'une voie belge au socialisme (1954-1982)*, Bruxelles, Centre des Archives Communistes de Belgique / Centre d'Histoire et de Sociologie des Gauches, 2004.

SCALAIS, Véronique, *Notice biographique E. Lalmand*, Bruxelles, ULB, travail de séminaire en journalisme, 1985.

SCHANDEVIJL, Eva, « Een bijdrage tot de studie van het intellectuele veld in België : communistische intellectuelen tijdens de Koude Oorlog (1945-1956) », *RBPH*, n°77, 1999, p. 1003-1049.

VAN HOORICK, Bert, *In tegenstroom*, Masereelfonds, Gand, 1982.

VOS, Roger, *De deelname van de K.P.B. aan de regering*, Brussels, V.U.B, mémoire de licence, 1969.